

Séance Publique du 15 décembre 2023

BUDGET PRIMITIF 2024

ON GARDE LE CAP !



SOMMAIRE

- Contexte – p. 3
- Budget primitif – p. 4
- L'équilibre financier – p. 5
- Les recettes de fonctionnement – p. 6
- Évolution des principales recettes de fonctionnement – p. 7
- Les dépenses de gestion – p. 8
- Évolution des dépenses de personnel – p. 9
- Le financement des allocations de RSA – p. 10
- Le financement des AIS – p. 11
- La répartition des recettes d'investissement – p. 12
- Évolution des dépenses d'investissement hors dette – p. 13
- Les dépenses d'investissement hors dette – p. 14
- Évolution de l'encours de dette – p. 15
- La capacité de désendettement – p. 16

Contexte 2024

Ces trois dernières années ont été particulièrement marquées par les conséquences, directes ou induites, d'abord de la pandémie de la Covid 19 début 2020, puis de la guerre en Ukraine depuis février 2022 et tout récemment du conflit entre Israël et le Hamas.

Dans un contexte géo politique extrêmement tendu, tous les Etats doivent rétablir leurs comptes publics dégradés par leurs diverses mesures d'accompagnement et de relance. Et dans cet objectif, l'Etat français entend bien faire participer l'ensemble des collectivités territoriales au redressement des finances publiques. Pourtant, les collectivités et plus particulièrement les Départements participent de façon contrainte et depuis longtemps à cet effort de gestion. En effet, depuis l'instauration du pacte de confiance et de solidarité en 2013, la DGF a été réduite puis quasiment gelée alors que des compétences leur ont été transférées depuis sans bénéficier de compensations financières intégrales. De surcroît, les leviers d'action des Départements sur leurs recettes ont totalement disparu depuis la perte de la part départementale de la taxe foncière en 2021 et de la CVAE en 2024.

C'est pourquoi, face à la raréfaction continue des deniers publics, leur utilisation optimale a constitué une préoccupation de longue date du Département de Vaucluse. Dans cette optique, les actions nécessaires au rétablissement de nos marges budgétaires et financières ont été entamées dès 2015 alors que se présentent aujourd'hui des défis nouveaux liés à l'inflation et une hausse sans commune mesure des dépenses énergétiques malgré tous nos efforts de sobriété d'ores et déjà mis en œuvre. Le Département de Vaucluse démontre ainsi qu'il sait être responsable sans qu'il soit nécessaire que l'Etat remette en œuvre un dispositif coercitif.

Fort d'une situation financière saine et reconnue récemment comme telle par la Chambre Régionale de Comptes, le Département de Vaucluse fera face comme toujours aux défis qui se présentent à lui et respectera tous ses engagements. Le projet de budget 2024 qui vous est présenté illustre parfaitement la traduction de cette volonté réaffirmée.

Budget Primitif 2024

767,1 Millions d'euros



ON GARDE LE CAP !



L'équilibre financier

623,4 M€

Fonctionnement

DEPENSES	en M€
Aide Sociale, y compris les subventions	233,3
dont :	
▪ PA :	74,8
▪ PH :	82,1
▪ ASE :	69,5
Insertion y compris les subventions	113,1
Personnel	154,0
Contributions SDIS	35,7
Autres subventions	12,5
Entretien, voirie, bâtiments	11,0
Collèges (hors subventions)	12,1
Contributions aux fonds de péréquation	15,0
DMTO	
Intérêts de la dette	3,6
Autres	33,1

143,7 M€

Investissement

Epargne brute	55,5
Remboursement en capital de la dette	21,8
Voirie départementale et autres	40,6
Collèges, Culture, Patrimoine	38,1
Aménagement et développement du territoire	16,1
Autres	27,1

RECETTES	en M€
Fiscalité locale et reversée	487,7
<i>Dont fraction de TVA (remplacement du produit de la taxe foncière) :</i>	142,4
<i>Dont attribution fonds de péréquation</i>	
<i>DMTO :</i>	7,0
Dotations/ Participations	156,4
Remboursements / récupérations aide sociale / autres	34,8
<i>Dont reprise mise en réserve DMTO : 10,0</i>	

Epargne brute	55,5
---------------	------

FCTVA	12,4
Subventions, participations	31,0
Autres recettes d'investissement	2,8
Emprunts	42,0

Fonctionnement

678,9 M€

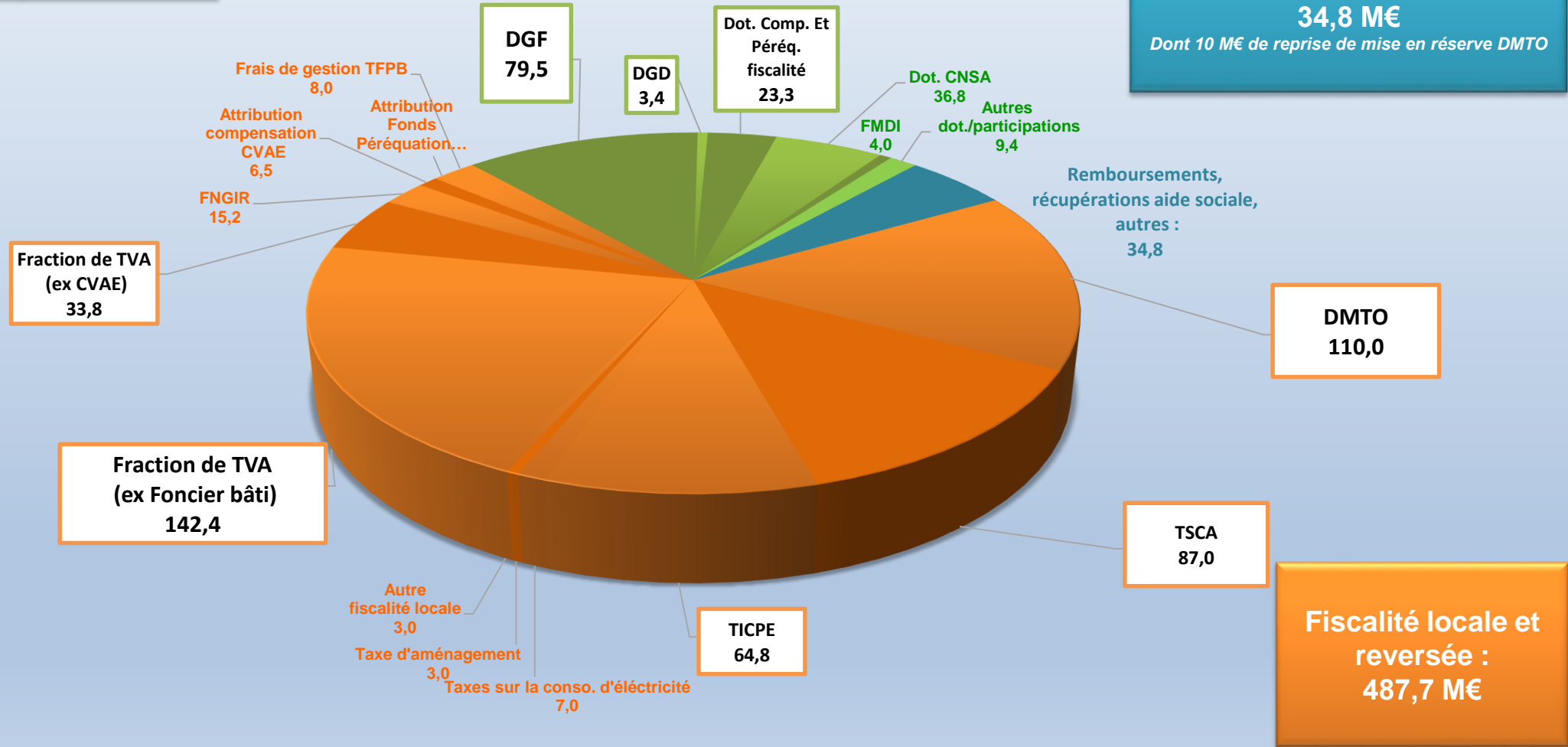
Investissement

88,2 M€

Les recettes de fonctionnement : 678,9 M€ + 3,0 % / BP 2023

Dotations / Participations
:
156,4 M€

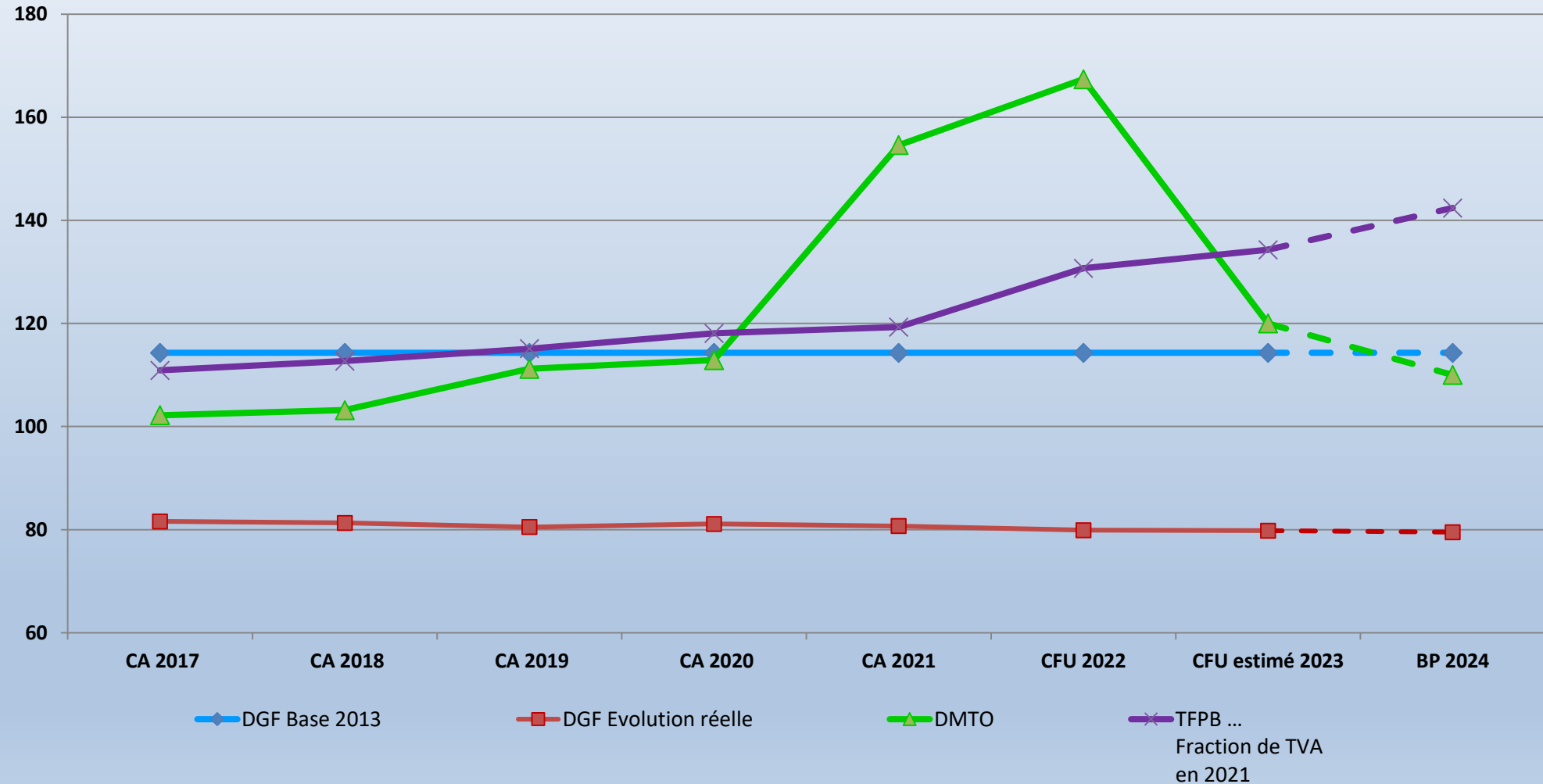
Remboursements,
récupérations aide sociale,
autres :
34,8 M€
Dont 10 M€ de reprise de mise en réserve DMTO



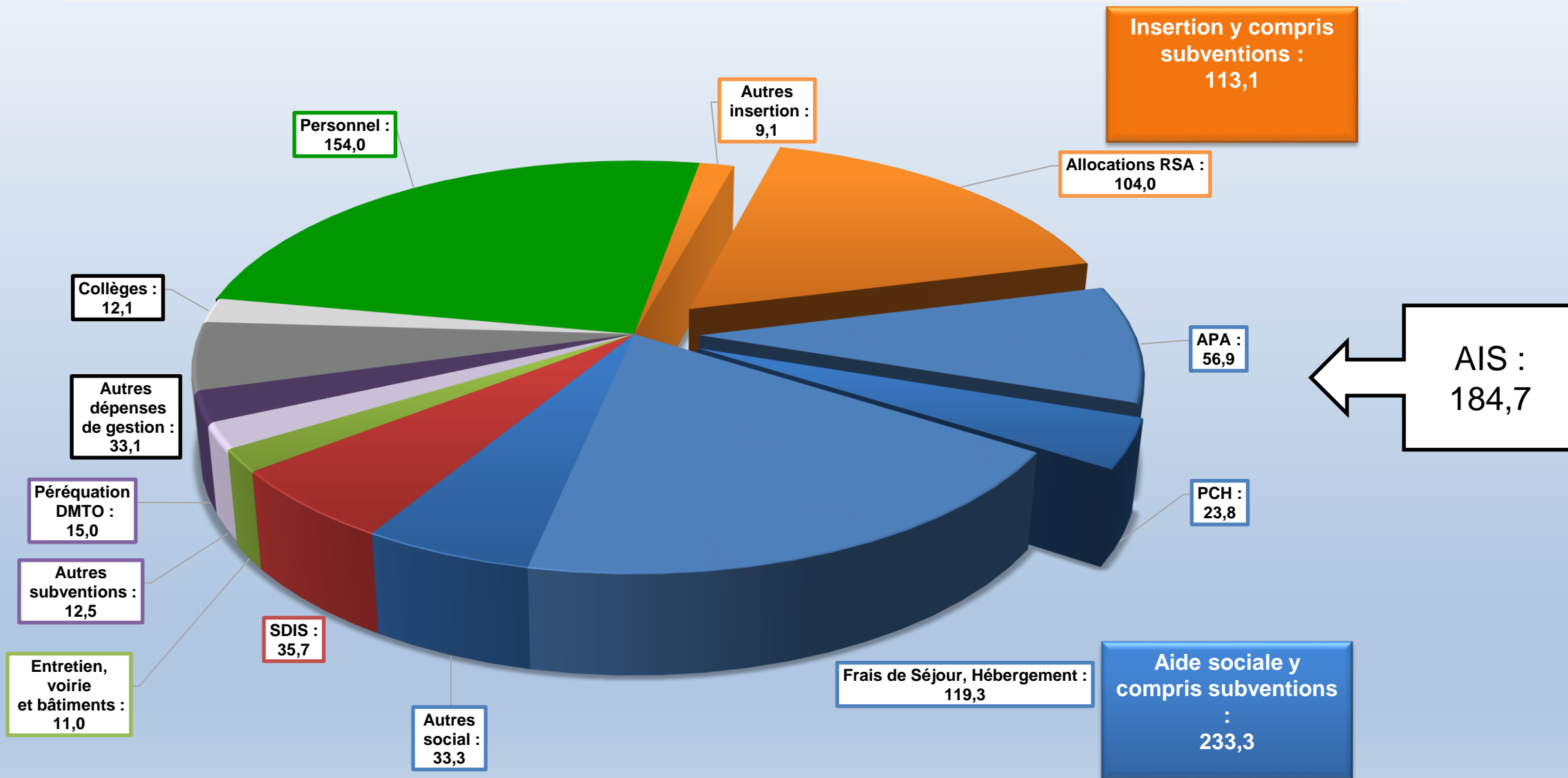
En M€

Évolution des principales recettes de fonctionnement entre 2017 et 2024

En M€



Les dépenses de gestion : 619,8 M€ + 4,1 % / BP 2023

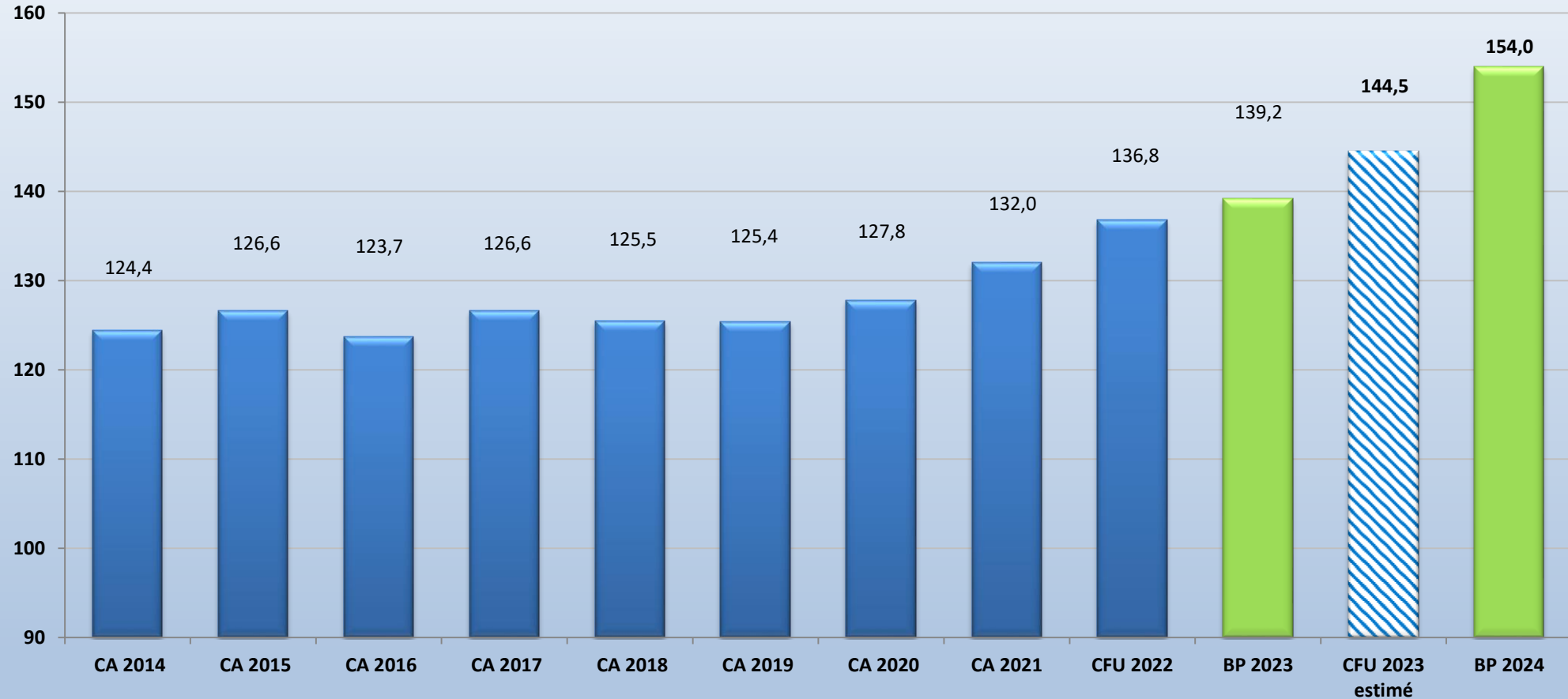


En M€

Évolution des dépenses de personnel

En M€

Masse salariale



La masse salariale prévisionnelle 2024 augmente de 6,6 % par rapport au réalisé estimé 2023

BP

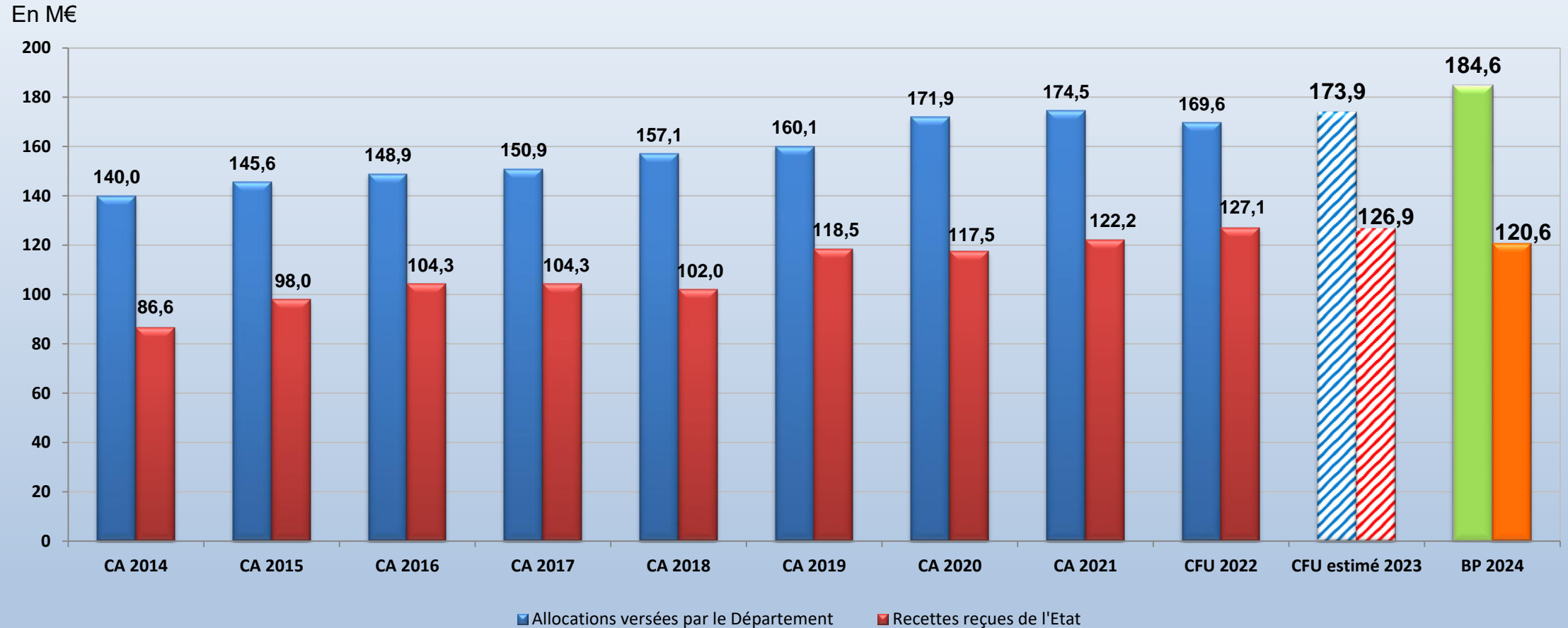
Le financement des allocations RSA

En M€



La charge nette pour le Département est estimée à 41,7 M€ en 2023 contre 24,2 M€ en 2014

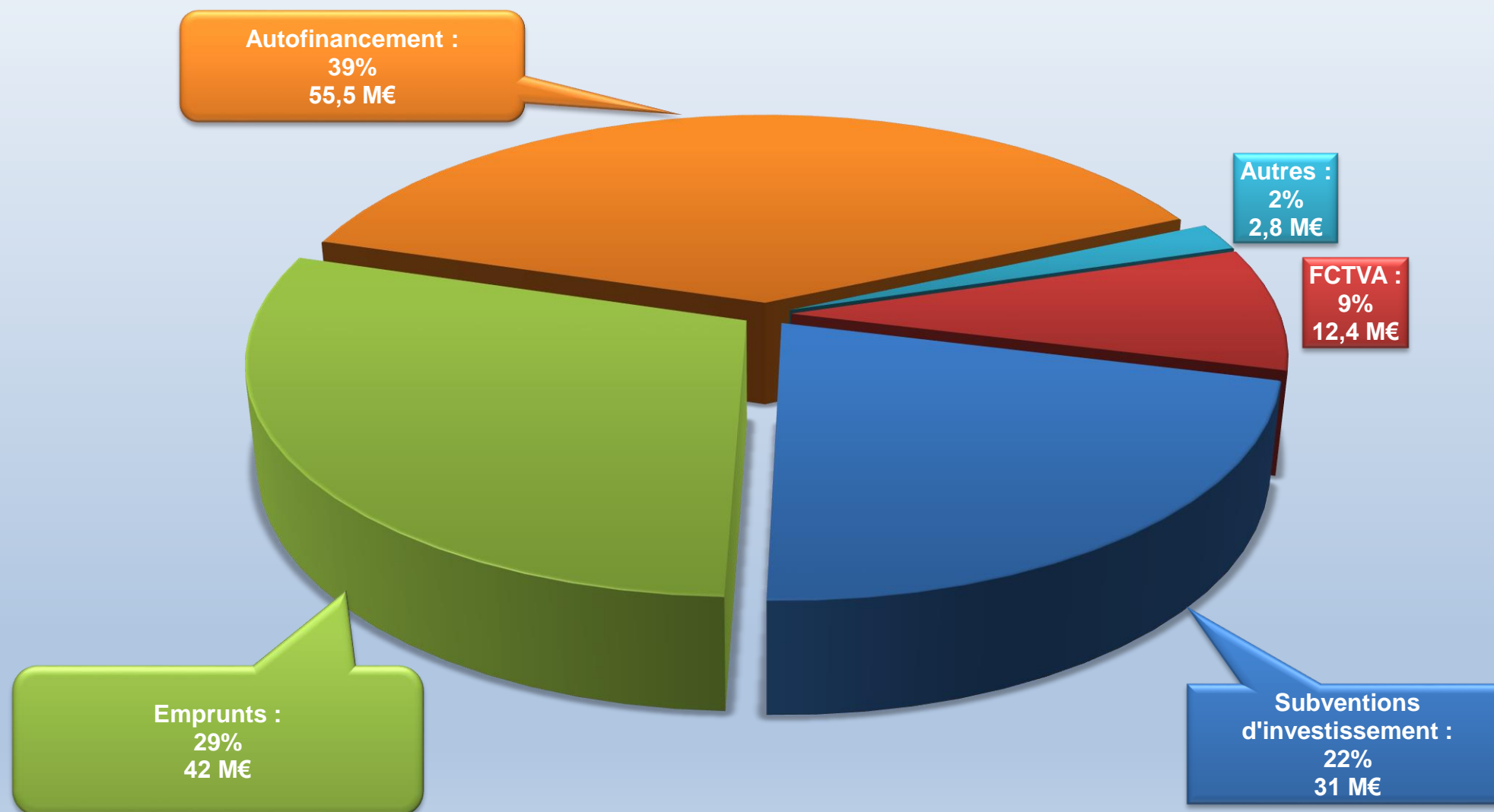
Le financement des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS)



**En cumulé sur la période 2014-2024, la charge nette s'élève à 549,1 M€ (soit près des $\frac{3}{4}$ du BP 2024)
dont 64 M€ pour la seule année 2024**

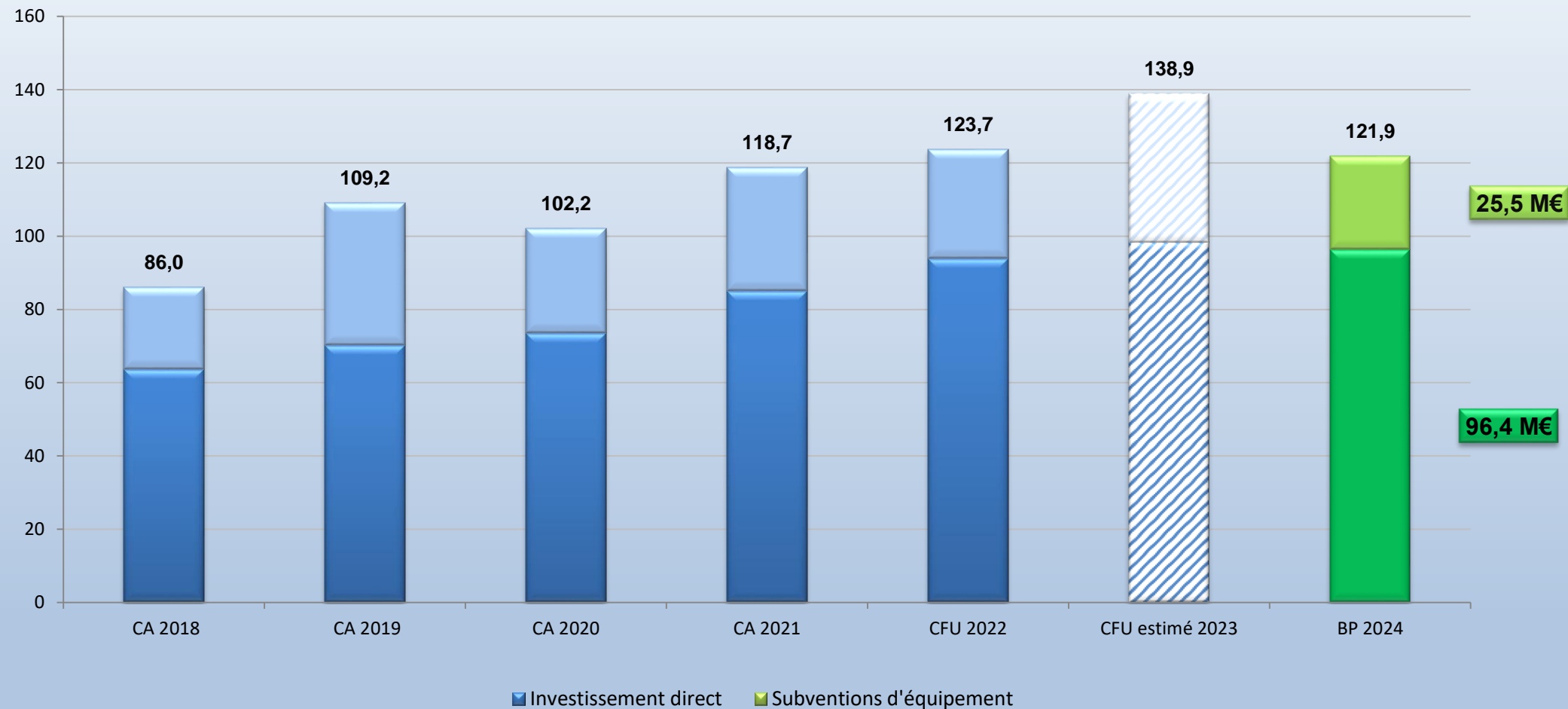
La répartition des recettes d'investissement

143,7 M€



Évolution des dépenses d'investissement hors dette

En M€

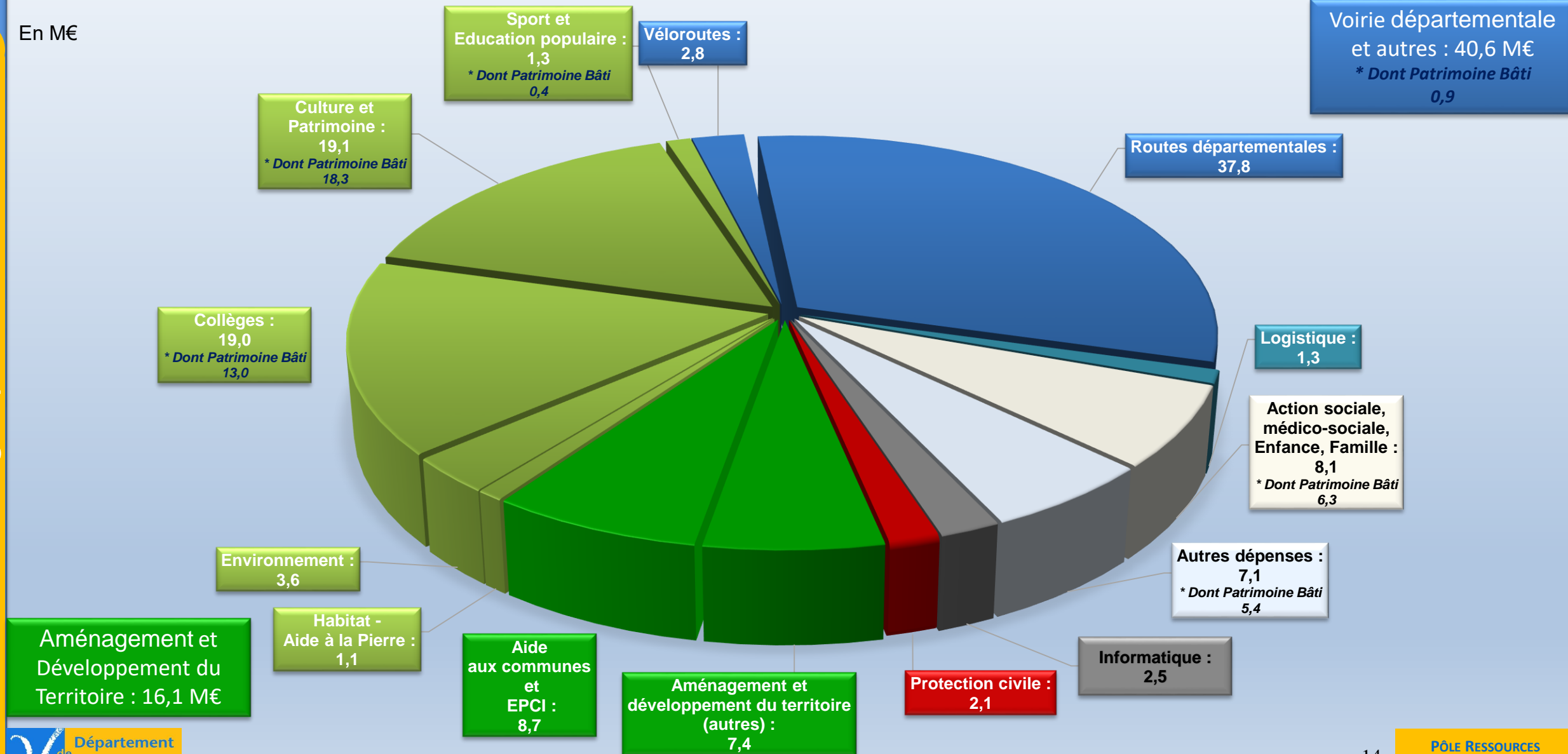


Les dépenses d'investissement hors dette

121,9 M€

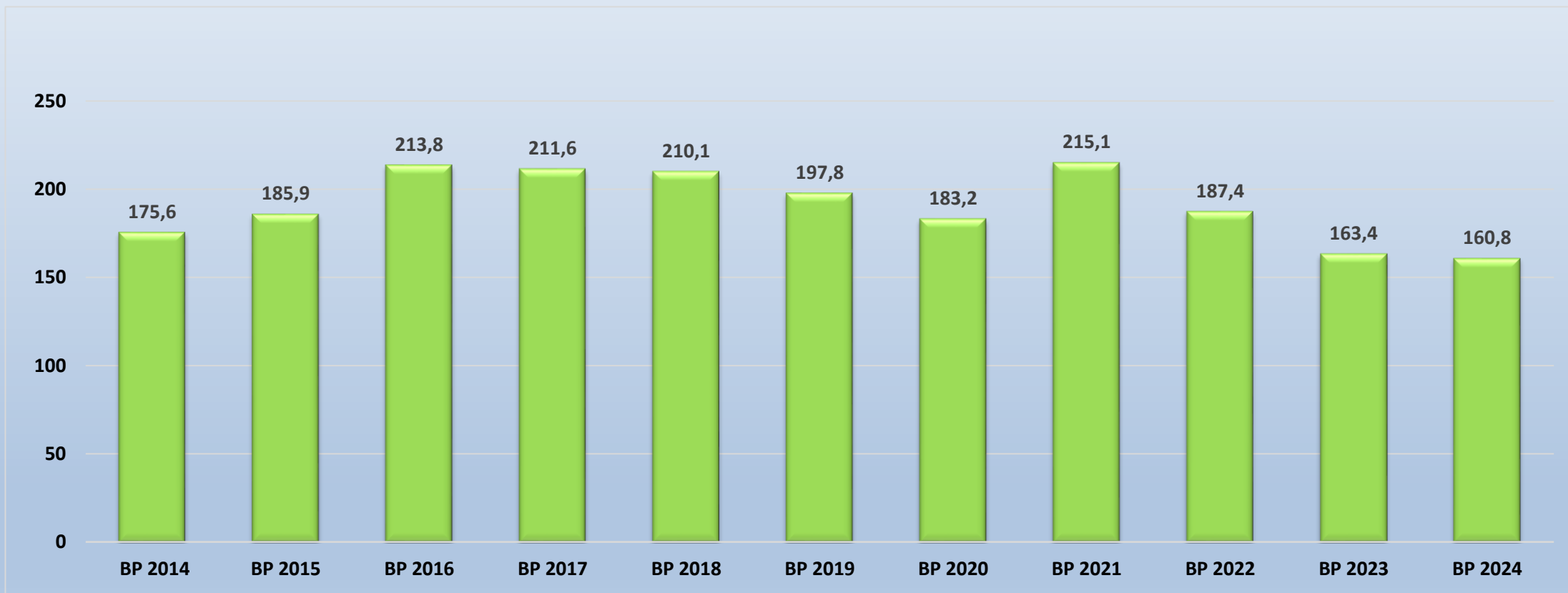
En M€

Budget primitif 2024



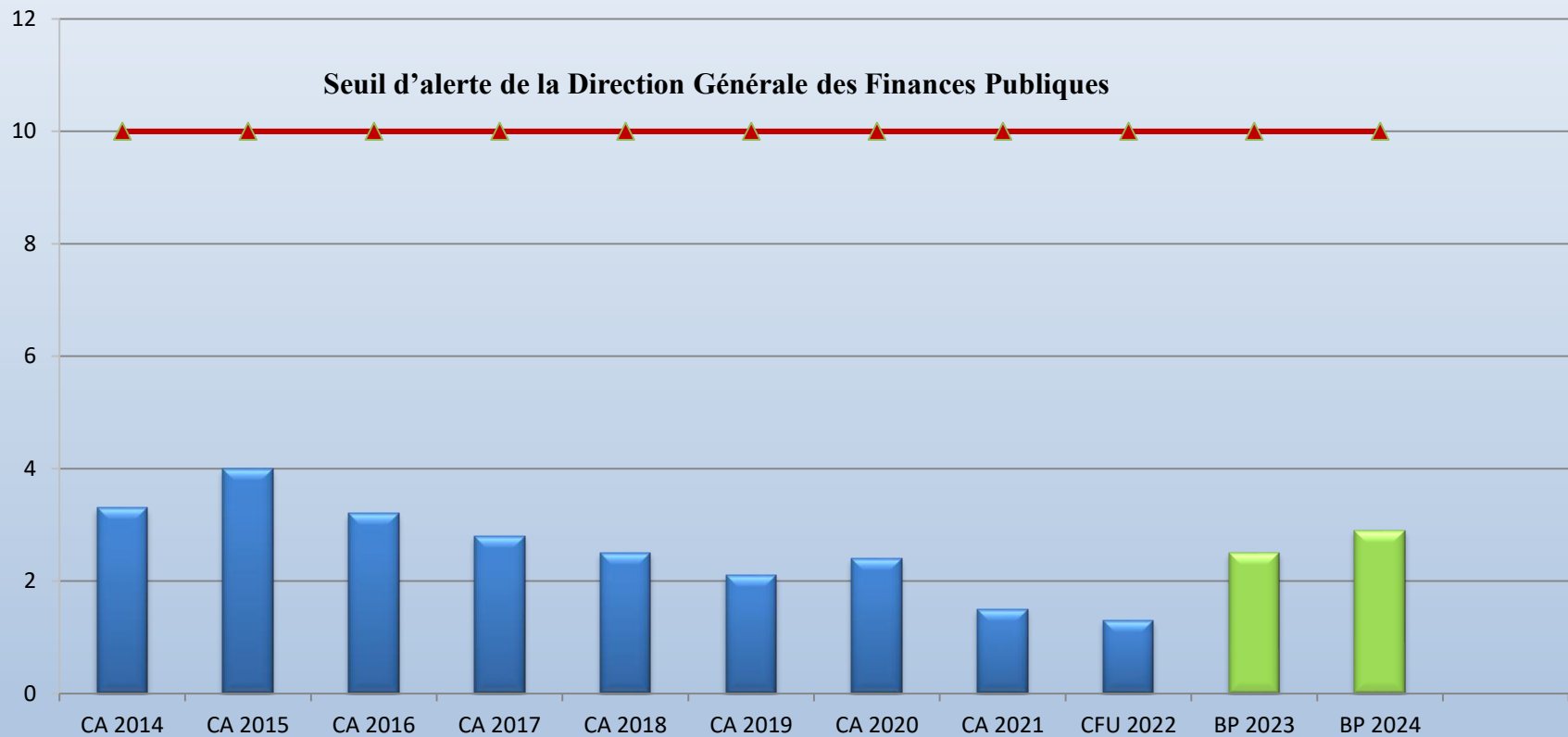
Évolution de l'encours de dette au 1er janvier (y compris la dette sur emprunts revolving)

En M€



Capacité de désendettement

En Années



Seuil d'alerte DGFIP :

Situation critique	15 ans et plus
Zone de danger	13 à 15 ans
Situation correcte mais à surveiller	10 à 13 ans
Bonne situation	0 à 10 ans

BP